

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 31/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SITA NORMANDIE PICARDIE**

Le Champard - CD12  
60510 ROCHY CONDE

Références : IC-R/0056/22-BV  
Code AIOT : 0005106740

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SITA NORMANDIE PICARDIE implanté Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITA NORMANDIE PICARDIE
- Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE
- Code AIOT : 0005106740
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SITA OISE exploite un centre de transit de déchets issu de la collecte sélective de déchets ménagers et industriels, et un quai de transfert de déchets.  
Les installations du site de Rochy-Condé sont réglementées par arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de l'arrêté préfectoral du 25 août 2022
- Plan des réseaux
- Protection contre la foudre
- Localisation des points de rejet

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Plan des réseaux à jour des dernières modifications	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Risque foudre	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activité déchets	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Réception, entreposage et traitement des déchets sur le site	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 août 2022 prescrivait à l'exploitant la réfection de l'aire de tri, transit, regroupement des DIB suite à l'incendie du 01 juillet 2022. Cette aire présentait

plusieurs non-conformités liées aux risques d'infiltration dans le sol, délimitation des casiers et présence de rongeurs. Les actions correctives ont été menées sur ces points. L'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 août 2022.

L'inspection propose un nouveau projet de mise en demeure concernant la gestion des eaux, l'analyse et la mise en oeuvre des moyens de protection contre le risque foudre et le dimensionnement et la gestion du bassin incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activité déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement général de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de réception des déchets et les aires de stockages des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.  Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.  Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.
<b>Constats :</b> Suite à l'incendie du 01 juillet 2022, l'inspection avait constaté plusieurs dysfonctionnements relatifs à la plate-forme de tri, transit, regroupement de DIB située en partie supérieure du site, derrière le quai de transfert. Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 août 2022, la société SITA Oise s'était engagée à refaire intégralement la plate-forme. Un plan matérialisant l'emprise de l'installation avait été communiqué à l'inspection le 27 juillet 2022. L'emprise a été complètement bétonnée avec une pente permettant de diriger les eaux de ruissellement vers l'avaloir existant. Les murs constitués de Méga-blocs sur une hauteur de 4 mètres délimitent deux casiers. Un pour le DIB incinérable et l'autre pour le DIB à trier. Les travaux ont été réalisés conformément au plan projet. Il ne reste plus qu'à mettre en place la signalétique, absente sur la globalité du site. La clôture de délimitation du périmètre des installations est à reprendre sur plusieurs mètres pour limiter au maximum les intrusions et la prolifération de nuisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Emissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques d'envols et de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022</li> </ul>

<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.[...]
<b>Constats :</b> La société SITA a contractualisé avec la société Raymond Lheureux et fils pour la dératisation. L'exploitant a communiqué les comptes rendus d'intervention pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2022, conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 août 2022. Un nouveau contrat mensuel a été signé pour 2023. A la demande de l'exploitant, la société de dératisation a réalisé un plan du site en localisant les 35 points où sont déposés les blocs de produit. Un relevé mensuel réalisé sur chaque point permettra d'identifier les secteurs où le produit a été consommé. Au cours de la visite terrain, l'inspection n'a pas vu de rat. Comme évoqué sur le point N°1, la clôture devra être reprise sur la partie arrière des casiers de stockage DIB.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Parois extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.- respect des distances d'éloignement ou présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu du dispositif séparatif.
<b>Constats :</b> L'aire de tri, transit, regroupement des DIB a été complètement réaménagée. Elle est constituée de méga-blocs béton sur une hauteur de 4 mètres. Le dispositif en place a une résistance au feu EI 240. La clôture périphérique du site est située à environ deux mètres par rapport au fond des alvéoles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Réception, entreposage et traitement des déchets sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La durée maximale sur le site est de 1 mois.</p> <p>Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>Les déchets susceptibles d'être à l'origine de dégagements gazeux doivent être stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. Une face du bâtiment de stockage étant ouverte, une dépression doit être créée, associée à l'aspiration de l'air du bâtiment. Le cas échéant, un traitement de l'air vicié devra être opéré avant tout rejet à l'atmosphère. La durée du stockage des déchets putrescibles (ordures ménagères, une partie des DIB) avant leur élimination, ne doit pas excéder 24 h.</p>
<b>Constats :</b> L'aire de stockage des déchets à trier a été reprise dans son intégralité par la mise en oeuvre d'une dalle béton. <p>Des filets vont être mis en place pour limiter les envols sur l'aire de tri.</p> <p>L'inspection constate que les eaux collectées, considérées comme des eaux résiduares sont dirigées, après passage dans un séparateur deshuileur vers le bassin incendie. Ce point relève d'une non-conformité relevée sur un autre point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Origine des approvisionnements en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'eau utilisée sur le site, notamment pour le besoin du personnel, l'entretien des locaux et du quai de transfert et du centre de tri, l'alimentation du réseau incendie armé, provient du réseau public de distribution. La consommation annuelle prévue sur le site est fixée à 800 m<sup>3</sup>/an.</p>
<b>Constats :</b> Le responsable du site effectue un relevé mensuel de consommation d'eau. <p>La consommation annuelle pour l'année 2020 était de 283 m<sup>3</sup>, pour l'année 2021 de 412 m<sup>3</sup> et pour 2022 de 348 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur les mesures d'économie d'eau à envisager.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan des réseaux à jour des dernières modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'ingénieur prévention montre une version électronique du plan des réseaux en date du 29 janvier 2015. Il n'y a pas eu d'évolution des réseaux depuis cette date.            L'inspection remarque plusieurs incohérence avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020.            Toutes les eaux de plate-forme sont traitées par deux séparateurs hydrocarbures et se déversent dans le bassin de réserve incendie.            L'inspection rappelle que les eaux de ruissellement issues du la plate-forme DIB et des stockages de déchets sont des eaux résiduaires qui doivent être traitées dans des installations dûment autorisées.            D'autre part, la réserve incendie doit avoir une capacité de 365 m3 (cf article 7.6.3 de l'APC du 21/01/2020. D'après le responsable du site, cette capacité n'est que de 300 m3.            L'exploitant fera réaliser un levé géomètre du bassin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p><b>Constats :</b> Le bâtiment abritant la chaine de conditionnement du papier, carton, plastique et l'unité de broyage de plastique est équipée d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage et d'un compteur.            La documentation relative à la protection contre la foudre n'est pas à jour au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 7.8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p> <p><b>Constats :</b> Le responsable du site a présenté l'analyse du risque foudre d'août 2006. Il indique qu'il contrôle le compteur tous les mois et lorsque qu'il y a des épisodes d'orage. Le visite terrain a permis de visualiser le compteur à zéro. Depuis août 2006, le site a évolué mais n'a pas fait l'objet d'une adaptation au niveau du risque foudre. Seul un rapport de vérification visuelle non réglementaire, des installations de protection contre la foudre en date du 06 septembre 2022 a été communiqué. Ce rapport signale que les vérifications ont fait apparaître les déficiences ou anomalies mentionnées dans la liste récapitulative des observations issues de la vérification auxquelles il y a lieu de remédier. Mettre à la disposition l'analyse du risque foudre, date du premier signalement du 11 mai 2011. Mettre à la disposition l'étude technique, date du premier signalement du 11 mai 2011. Interconnecter la prise de terre générale, date du premier signalement du 05 juillet 2019. Rendre le parafoudre du TGBT accessible, date du premier signalement du 11 mai 2011. Revoir la prise de terre dont la valeur est supérieure à 10 ohms, date du premier signalement du 05 juillet 2019. Le risque foudre est à revoir dans son intégralité au regard de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/01/2020, article 4.4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, types d'effluent, ouvrages d'épuration, caractéristique de rejet au milieu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent : – pour les eaux pluviales de toiture, dans un bassin étanche avant d'être dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ; – pour les eaux pluviales de voirie, dans un bassin étanche après avoir été traitée au préalable par un débourbeur / déshuileur, puis elles sont dirigées vers un bassin d'infiltration localisé à l'intérieur du site à l'entrée du site ; – pour les eaux de process issues du quai de transfert et du centre de tri, dans une citerne béton de 100 m<sup>3</sup> à l'aide d'une pompe de relevage, après avoir été traitées au préalable par un débourbeur. Ces eaux sont traitées dans un centre dédié à cet effet ; – pour les eaux vannes, dans une fosse septique qui est vidangée, en tant que de besoin, par une société spécialisée.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate que la gestion des eaux n'est pas optimale. Il y a confusion entre le bassin de récupération des eaux pluviales et le bassin incendie. L'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020 prévoit une cuve de 100 m3 pour les eaux de process issues du transfert et du centre de tri. Cette cuve n'apparaît pas sur le plan des réseaux. Les eaux suspectes issues du stockage des DIB situé le jour de l'inspection sur la plate-forme inférieure et en fonctionnement "normal" sur la partie supérieure derrière le transfert doivent être</p>



collectées indépendamment.

Seules les eaux de toiture et les eaux de voiries transitant pas un séparateur hydrocarbure peuvent se déverser dans un bassin de récupération des eaux de ruissellement et après analyse en infiltration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois